

Le tortionnaire
OTTO ABETZ
passe en jugement...

... On va savoir
qui a assassiné

100.000
Malgaches !

LA TRAGÉDIE DE MADAGASCAR

L'AFFAIRE des deux députés malgaches — Raseta et Ravohangy — vient de soulever à la Chambre de tumultueux débats autour d'un certain point de droit concernant la portée d'une levée d'immunité parlementaire. On sait ce qu'il en fut, et nous ne reviendrons pas sur l'attitude pour le moins douteuse d'un gouvernement prenant part à un vote où il ne

par ERIC-ALBERT

peut être que juge et partie, non plus sur celle des secrétaires d'extrême-gauche qui subtilisèrent les bulletins ministériels.

Les uns comme les autres se sont révélés sous leur vrai jour de tripoteurs prompts à sauter sur toutes les occasions susceptibles de leur attirer des sympathies : pour le gouvernement, celles des colons de Madagascar, pour les autres celles des Malgaches et de l'opinion passablement lassée des exactions coloniales.

L'agitation politique que soulèvent les condamnations à mort et aux travaux forcés des députés malgaches a pour cause le fond du jugement et sa forme. Le procès a été vicié par le climat de suspicion, de chantage, de terreur régnant dans l'île à cette époque, et il conviendrait de le reviser afin de s'assurer qu'aucun déni de justice n'ait été commis.

Pourtant, la Cour de Cassation vient de rejeter le pourvoi des condamnés, donnant ainsi un bel exemple de son « impartialité ». Car personne n'ignore, et à commencer par les juges de cette Cour, les procédés dignes de toutes les Gestapo qui ont été exploités à fond par une police — vile comme toujours — afin de pouvoir arracher des aveux « spontanés » et promulguer la sentence.

Mais il s'agit au fond de bien plus encore que d'une probable erreur judiciaire. Deux chiffres, dans leur sécheresse éloquent, le prouvent : la rébellion de Madagascar a fait 100.000 victimes parmi les indigènes et 400 parmi les Européens. Et aujourd'hui, ce sont les bourreaux qui jugent leurs victimes !

(Suite page 2, col. 3.)

Réformes et licenciements

L'EXPERIENCE des nationalisations passe par une phase critique qui peut et doit ramener sur elles l'attention des travailleurs. Le Gouvernement et les hauts fonctionnaires de la République, armés de chiffres et de statistiques, vigoureusement poussés par la coalition des intérêts privés, s'attachent à réduire au minimum les empiétements de l'Etat sur le terrain gardé des capitalistes, en même temps qu'ils s'efforcent de liquider ce que les travailleurs ou les organisations syndicales avaient pu conquérir au sein des entreprises nationalisées.

Les solutions les plus diverses s'offrent comme moyens de sortir de la gabegie et du désordre qui sont la caractéristique des usines d'Etat. Mais il est une solution dont nul ne parle, et les centrales syndicales pas plus que les autres, c'est la solution ouvrière.

Jusqu'à présent, partis et syndicats s'intéressent, en effet, à prendre position pour les nationalisations, suivant un principe qui fut celui du mouvement ouvrier en sa majorité. C'est-à-dire que le mythe, contrebattu par les faits et les situations réelles, demeure encore vivant dans la phraséologie officielle.

Pourtant, il faudrait savoir à quel aboutit cette manie, résultat de réflexes acquis. Le capitalisme, dépossédé en partie au moment de la Libération, a eu comme successeurs des clans, des couches sociales et des groupes d'intérêts qui n'avaient pas grand-chose de commun avec le prolétariat, sinon des slogans et des formules équivoques, valables pour eux, dangereux pour les salariés.

La lutte qui se mène, suivant un jeu compliqué et à lames fourrées, entre capitalistes et technocrates, ne tient aucun compte des travailleurs eux-

mêmes, considérés comme matière première au même titre que l'acier, le pétrole ou la force motrice. Le parti communiste a contribué à déconsidérer les nationalisations en les appropriant et en les utilisant comme autant de moyens pour s'assurer la reconnaissance du prolétariat, pour placer ses hommes, pour étoffer sa démagogie.

Le parti socialiste a diversément utilisé ces mêmes nationalisations, suivant le principe de l'intérêt général, c'est-à-dire de l'intérêt d'Etat, sans jamais omettre de favoriser les bureaucraties du parti, tout aussi inconséquents que les hommes du P. C.

Les syndicats, liés officieusement ou

officiellement à une équipe gouvernementale, qu'elle fut au pouvoir ou dans l'opposition, attendant la relève, n'ont pas attaché grande importance au problème réel, qui était celui de la succession ouvrière au capitalisme.

C'est dans cet imbroglio dangereux que nous nous trouvons, et c'est pour le dénouer qu'il nous faut rechercher la solution strictement ouvrière, donc socialiste, libertaire et révolutionnaire, même si ce dernier terme n'implique pas des barricades.

Quand se pose la question de liquider certaines usines, lesquelles ont fabriqué des avions parfois inutilisables — même par l'impérialisme français — et trop coûteux, les salariés ont la possibilité de mesurer ce que valent les comités d'entreprise, sur lesquels tant d'espoirs avaient été — à juste ou à mauvaise raison — fondés. Ils peuvent se rendre compte de la réalité exacte du pouvoir, qui se trouve parmi les postes de moyens de production et d'argent, ou parmi les synarques de l'administration. Ils voient clairement... (Suite page 2, col. 1.)

Cinquante-quatrième année. — N° 190

Fondé en 1895 par Louisa MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 15 JUILLET 1949

Le numéro : 10 francs

LA BUREAUCRATIE DÉMOCRATIQUE EN FRANCE ET AUX U.S.A.

assassine les mineurs

LES veuves de 13 mineurs victimes d'un coup de grisou qui se produisit le 26 mars 1946 à la Fosse d'Oignies ont assigné devant le tribunal civil de Douai les Houillères nationales auxquelles elles réclament une rente viagère égale au salaire de base de leurs maris. Elles invoqueront la « faute inexcusable » de la direction de la mine, qui ne fit pas évacuer assez tôt la fosse grisouteuse.

L'assignation fait état, en outre, de l'interruption de l'aération du puits en raison de l'arrêt du moteur actionnant le ventilateur, ce qui a augmenté la teneur en grisou. »

par
Charles DEVANÇON

lieux, fit un rapport. « Ce n'est pas pire qu'ailleurs » fut-il noté, et l'affaire en resta là.

3° Au syndicat U.M.W.A. (Association Syndicale des Mineurs), fut écrite une lettre signée par un comité de 5 mineurs (dont 4 succombèrent au cours de l'accident). Le secrétaire du syndicat fit suivre la pétition au sous-président de l'association, celui-ci la donna au président qui déclara : « Il faut s'adresser au Comité minier général du gouvernement fédéral ».

4° Au gouvernement de l'Etat. Celui-ci ne vit jamais la lettre. Un secrétaire envoya des recommandations aux comités cités précédemment.

Toutes ces démarches avaient duré 6 ans (de 1941 à 1947). Voilà qu'en novembre 1946 le bonze syndical John Lewis décide pour des raisons politi-

LES POURSUITES CONTRE LE « LIB »

Nous rappelons que notre camarade Joyeux, gérant du « Lib » et secrétaire national à la Propagande, passe, le vendredi 15 juillet, à 13 h. 30, devant la 17^e Chambre correctionnelle de Paris.

Pour avoir défendu le droit des mineurs à faire grève, pour avoir demandé aux autres travailleurs de les soutenir en déclenchant la grève générale d'expatriation et gestionnaire, « Le Libertaire » est traîné en « justice ».

La seule voix libre de toute la presse est menacée. Tous et toutes, ouvriers et paysans, formons la chaîne : Pour soutenir Joyeux ! Pour aider « Le Libertaire » !

ques une grève générale des mineurs. Truman riposte en réquisitionnant les mines et en constituant une administration des mines (avec des employés du ministère de la Marine...). Nouvel inspecteur envoyé à Centralia. Nouveau rapport, constatant 57 violations du code de sécurité dont 21 mortelles. L'administration répond d'abord de corriger une seule des violations, puis de l'insistance de l'inspecteur, qu'il faut remédier aux 57 défauts. Réponse de la compagnie : « Le travail d'amélioration est commencé... » Résultat, la compagnie achète de la poussière minérale, la fait décharger à l'entrée de la mine et... c'est tout.

La commission gouvernementale protesta... faiblement, et pour cause. Son président avait des « activités électro-rales ».

Le 25 mars 1947, trois lettres allaient partir de la mine. La première, de l'inspecteur gouvernemental, la seconde, de l'inspecteur de la compagnie, la troisième du Comité de sécurité des mineurs de la fosse, toutes les trois pour tenter un dernier essai lorsqu'à 15 heures 26 minutes eut lieu une explosion qui tua 111 mineurs et démolit complètement la mine.

A l'enterrement John Lewis fit un discours. Au tribunal, les avocats de la compagnie obtinrent que l'amende soit de 1.000 dollars (moins de 10 dollars par vie de mineur !). Pas de poursuites individuelles. Les femmes des mineurs ont droit à une pension ridicule (44 dollars par semaine) jusqu'à ce que leurs enfants aient 18 ans et ensuite, seulement quand elles atteindront l'âge de 65 ans. Le corps législatif vota 1.000 dollars de crédit pour une « Peinture commémorative » dont une reproduction sera donnée à chaque veuve. Mme Bryant, veuve d'un des mineurs déclara aux reporters : « Je ne sais pas qui est fautif de la catastrophe, je pense que c'est le destin qui l'a voulu ».

Quelles leçons pouvons-nous tirer de deux événements en question ? Il ne s'agit pas de se lamenter. Conscients des causes et des remèdes, il faut poursuivre la lutte.

Pour notre part, bien que nous ne soyons pas spécialistes, nous remarquons :

A) Aucun fonctionnaire, dans un bureau situé à des milliers de kilomètres des lieux de travail, ne peut ni ne doit faire quoi que ce soit. C'est sur le lieu même que le responsable doit être choisi.

B) Ni l'Etat, ni le syndicat, ni l'entreprise capitaliste ne peuvent être efficaces dans la protection de la vie, ces institutions étant également constituées de bureaucraties irresponsables.

C) Les mineurs doivent, s'ils veulent vivre, s'organiser eux-mêmes, en accord avec tous les travailleurs pour remédier aux maux de l'étatisme, du bureaucratisme et du capitalisme.

Enfin, les 111 mineurs assassinés de Centralia nous démontrent une fois de plus que « l'Amérique moderne, efficace et prévoyante » est un mythe. Nous tâcherons de vous apporter prochainement d'autres documents dans d'autres domaines sur les conditions d'existence dans « La démocratie américaine ».

Vive la grève des dockers anglais

Le 17 juin, les dockers canadiens se mettent en grève. Le 30 juin, ceux de Londres décident de les aider et boycottent les navires venant du Canada.

La solidarité des travailleurs n'est pas morte. Les dockers anglais, par ce geste magnifique, rappellent aux travailleurs du monde entier que leur classe est leur seule patrie.

Ils étaient quatre mille au début. Ils sont plus de dix mille aujourd'hui, dix mille hommes contre lesquels se dressent le Gouvernement et l'arlequin couronné, les dirigeants de leur propre Syndicat — le T.U.C. — la police, l'armée et les jaunes, le tout nanti des pouvoirs exceptionnels que confère « l'état d'urgence ».

Et les proclamations vont bon train. Attlee, Isaac, ministre du travail, les chefs syndicalistes, tous travailleurs, tous au « service du peuple », affirment que ce mouvement est communiste et qu'il place l'Angleterre dans une situation critique. On fait appel au patriotisme, on menace, rien n'y fait. Alors, la force entre en lice. La force armée se déchaîne contre le peuple, contre les travailleurs ; la force armée est au service de l'Etat et de ses serviteurs : le Syndicat officiel et le Gouvernement « socialiste ».

Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage. Aujourd'hui, quand on veut noyer une grève, on dit qu'elle est communiste. Ce nouveau moyen, de plus en plus employé un peu partout dans le monde, est en passe de devenir l'article de foi permettant aux chefs syndicalistes, acquinés aux gouvernants, de dénoncer tout mouvement n'ayant pas reçu la consécration officielle. A. Deakin, secrétaire du Syndicat des Transports et assimilés, ne vient-il pas de dire que les dockers « ...se laissent conduire par le bout du nez par les communistes... » ? L'individu ment effrontément. Ce n'est pas au moment où l'U.R.S.S. a un besoin urgent de marchandises qu'elle déclencherait une grève dans un pays avec lequel elle commerce intensément.

Mais Deakin, comme Jouhaux, est là pour faire la politique de son gouvernement, et non pour défendre ses mandants.

Il défend le Pacte Atlantique, il défend l'Internationale des généraux et des marchands de canons, il défend l'Internationale mercantile, il est prêt à mettre les dockers au service de ces organismes d'exploitation et de guerre.

Il s'oppose à l'Internationale des Travailleurs, il s'oppose à tout geste de solidarité pouvant unir les hommes par-dessus les frontières, les Etats, les gouvernements.

Deakin, Attlee, Isaac et consorts, groupés autour de leur roi, entonnent les hymnes à la patrie, à cette patrie anglaise qui, comme toutes les autres, ne doit exister que pour les petits, ceux d'en bas, ceux que l'on envra demain, sur quelque champ de bataille, défendre les coffres-forts des financiers internationaux.

La grève des dockers de Londres est une dure leçon infligée à tous ceux qui se laissent encore prendre au piège, mortel pour les travailleurs, de la prise du pouvoir.

Spontanée et pure, elle est un magnifique exemple de solidarité prolétarienne, et nous faisons des vœux pour que les dockers de France entrent eux aussi dans la lutte.

Et que les patries chancellent et s'écroulent. Nous en bâtissons une autre, sans frontières, sans armée, sans Etat.



A PROPOS DE FINANCE :

La partie de billes est en panne

LORSQUE nos arrière-petits neveux étudieront l'histoire de notre époque, il est probable que leurs professeurs leur faciliteront la tâche, surtout en ce qui concerne les mystérieuses questions monétaires, au moyen d'images simples comme celle-ci par exemple :

Quelques enfants jouaient aux billes. Au début de la partie chacun en avait une quantité à peu près égale ; malheureusement, l'un d'eux, extrêmement habile, réussit à les rafler toutes et la partie de billes la partie s'arrêta.

Remplacez les billes par des dollars ou de l'or, remplacez l'enfant habile par les U.S.A. et les autres par les nations européennes et vous aurez parfaitement compris pourquoi le commerce et l'industrie souffrent d'une grave paralysie.

par

Jean CLARI

Il est bien évident que dans la réalité, les choses sont tout de même plus complexes, ne serait-ce qu'à cause des mille et un moyens, tous des palliatifs, mis en œuvre pour assainir une situation devenue menaçante.

On sait que le plan Marshall est une distribution gratuite ; on sait également que cette distribution ne suffit pas à satisfaire tous les besoins européens et que le reste doit être importé, c'est-à-dire payé en dollars. Or, pour se procurer ces fameux dollars il n'y a pas trente-six moyens, il n'y en a qu'un : exporter aux U.S.A. Mais alors l'affaire se complique étrangement et un dialogue de sourds ou de fous, comme l'on veut, s'engage :

L'Amérique. — Il me faut vendre. Et à tout prix. J'ai déjà cinq millions de chômeurs.

L'Europe. — Je ne demande pas

mieux que d'être votre acheteur, mais je n'ai pas de dollars.

L'Amérique. — Je veux vendre !

L'Europe. — Moi aussi !

L'Amérique. — Pas chez moi. Je ne sais comment faire ! Je suis trop riche.

Pour me défendre contre votre concurrence j'élève mes barrières douanières.

— L'Europe. — Si je ne peux écouler mes produits chez vous, où voulez-vous que je me procure des dollars ?

L'Amérique. — Très juste. Mais moi je m'oppose à toute concurrence sur mon marché intérieur.

L'Europe. — Dans ces conditions vous

ne pourrez plus rien vendre à l'extérieur car moi je n'ai pas de dollars pour vous payer.

Et le dialogue continue. En attendant les affaires s'aggravent et se compliquent du fait que si les échanges Europe-Amérique sont pratiquement impossibles pour les raisons que nous avons vu, les échanges intereuropéens sont eux aussi compliqués à cause des incohérences des changes et des différences profondes de la production, de la fiscalité et de la productivité des divers pays intéressés.

Pourtant, la situation ne peut rester encore longtemps dans cette fixité. La paralysie des échanges entraînant avec rapidité le chômage, la misère, les faillites, la dégringolade des monnaies et tous les troubles sociaux qui ne manqueront pas d'éclater.

On parle beaucoup en ce moment, et surtout outre-atlantique, de libéralisme. Où veut-on en venir ? Qu'espère-t-on ? Simplement faire marche arrière pour revenir à la belle époque du capitalisme, époque des larges débouchés alors ouverts par les pays neufs : les U.S.A., le Canada, l'Australie, l'Amérique latine, etc... Il ne faut pas oublier qu'en 1917 les U.S.A. achetaient encore leurs canons au Creusot et que l'Europe tout entière était le principal fournisseur du monde entier.

Depuis, et sous toutes les latitudes, les usines ont poussé comme des champignons et les pays qui à l'aube de leur existence ne possédaient que les matières premières arrachées au sol vierge, se sont équipés à tour de bras afin de se libérer de toute dépendance extérieure.

Et maintenant on se regarde en chien de fiente.

Pourtant la guerre a passé sur l'Europe et tout est à construire. La situation

(Suite page 2, col. 1.)

La semaine prochaine :

AUTOUR DU VOYAGE
de Vincent AURIOL
en Algérie

Ce qu'aucun journal
n'a osé dévoiler !

LES RÉFLEXES DU PASSANT

UN RICHARD



C'est un monsieur âgé, petit de taille, maigre comme une bicyclette, portant binoche et chapeau melon. Tous les matins, à la même heure, nous nous croisons au même endroit ; moi, je pars au travail et lui... Lui, je ne sais où il va. A pas menus, un cabas à la main, toujours vêtu du même complet noir qui commence à tirer sur le vert sale, il trotte et disparaît au coin de l'autre rue. Nous avons fini par nous saluer. Puis, on a parlé un brin et ainsi, peu à peu nous avons fait connaissance. Il a un nom très connu : il s'appelle Richard, il a fait la guerre, la grande, la vraie, celle de la Somme et de Verdun et est très fier de ses nombreuses citations et des rubans qui surchargent sa boutonnière.

Son thème préféré est la France dont il disserte toujours au possessif :

— Hé ! oui, mon bon monsieur, nous sommes riches, très riches. Nos usines, quoi que l'on en dise, sont parfaitement outillées. Nous avons les plus belles et les plus puissantes locomotives, des routes, des canaux magnifiques... Et que dire de nos châteaux, de nos

vignobles, de nos forêts ? Il y a-t-il un pays au monde qui puisse concurrencer nos sites ? La Côte d'Azur ? Le Mont Saint-Michel ? L'Auvergne ? Et nos villes ! Et Paris ! L'Arc-de-Triomphe, le Louvre, les Tuileries, le Sacré-Cœur, la Tour Eiffel ? Croyez-moi, les soleils d'Austerlitz ne sont pas morts et la France est éternelle !

J'observe son visage tout frêpe comme une vieille pomme rejaillie oubliée dans quelque grenier ; ses chaussures baillent et l'usure a formé au sommet de son melon, un appel d'air. M. Durand me serre la main et repart vers son destin. Un drôle de richard, ce M. Durand. Un avaré, sans nul doute.

Les jours ont passé, l'hiver s'est enfui et voici l'été.

Depuis quelque temps je ne vois plus M. Durand.

Inquiet je décide de mener ma petite enquête. Des fois qu'il m'aurait couché sur son testament. Hélas ! la conciergerie a brutalement détruit mes illusions.

— M. Durand ? Le petit vieux du cinquième ? On l'a transporté à l'hospice, l'autre jour. Il ne pouvait plus payer son loyer. Vous savez, des locataires comme ça, ben ! on n'en a pas besoin. Des fauchés. Allez ! du balai. Son logement est repris par un officier. Ça c'est du sérieux au moins ! Il y a trente ans que je suis ici, moi, et j'ai la médaille du travail ! Alors, c'est pas pour m'occuper de ces vieux corniauds...

Elle agita sa trogne, la conciergerie, sa trogne de médaille du travail. Et moi je suis parti ne sachant si je devais rire ou pleurer...

OLIVE.

La partie de billes est en panne

(Suite de la première page)

tion en fait est renversée, ce sont les anciens fournisseurs qui passent au rang de clients. L'Europe et son tour dépend de l'industrie et de l'agriculture des U.S.A.

Logiquement le problème devrait être aisément résolu. Hélas ! d'autres facteurs de désagrégation se sont formés surtout à la faveur de la guerre. Le principal est le facteur monnaie.

La monnaie étant le reflet de toutes les vicissitudes comme de toutes les réussites économiques, le dollar s'est imposé au monde avec la même rapidité dans la croissance que celle de l'industrie américaine. Parallèlement les monnaies européennes suivaient une courbe inverse, la même courbe de vieillissement et de décrépitude qui caractérise son industrie.

Jusqu'à aujourd'hui, seul le sterling paraissait s'opposer victorieusement au roi-dollar, sa zone couvrant le vaste espace du Commonwealth et étant garantie par la solidarité d'intérêts financiers, coloniaux et industriels se complétant et s'épaulant mutuellement. Les événements économiques, les contradictions, la pauvreté du sol anglais, la pression accrue du dollar viennent de faire craquer le dernier bastion monétaire européen et l'Angleterre, bon gré mal gré, a du, en fait, baisser pavillon.

Maintenant les U.S.A. vont tenter d'imposer leur conception financière à une Europe qui, abstraction faite de la Belgique, cas très particulier, est à genoux. En gros elle veut revenir au libéralisme, mais à un libéralisme jouant en sens unique, dans le sens U.S.A.-Europe, l'inverse étant pour elle impensable.

En bref : chez elle dirigeant, barrière douanière, en Europe tout débouché largement ouvert. Et, pour sortir du dialo-

que du sourd dont il a été question plus haut, elle offre des « investissements » en dollars. En clair : le commerçant va donner de l'argent au clochard afin que ce dernier puisse lui acheter sa camelote ! Mais comme ce système ne peut durer indéfiniment et que tôt ou tard le contribuable américain finira par rechigner on songe aux 23 milliards d'or rentrés à Fort-Knox.

L'or ! Le grand mot est lâché. Là encore il y a une bien bonne histoire à raconter : ce précieux métal a afflué aux Etats-Unis de tous les coins du monde, et à un tel point que l'on est obligé de se livrer à de complexes machinations comptables pour éviter que l'inflation ne porte atteinte au dollar. Car l'or qui ne circule pas n'est plus qu'une marchandise comme le plomb vulgaire. Mieux, il a encore beaucoup moins de valeur puisqu'on l'enterre purement et simplement. Or, pour l'acquiescer il a fallu imprimer, des billets, qui, bien que gagés par une encaisse métallique formidable n'en n'ont pas moins augmenté la circulation fiduciaire. Paradoxe ! L'or qui, jusqu'à présent, était le garant des monnaies, affaiblit le dollar ! De surcroît les nations clientes en étant à peu près totalement sevrées ne peuvent plus rien acheter. La partie de billes est en panne !

Alors que va-t-on faire ? Redistribuer les billes ! Bien qu'encore rien ne soit officiel à ce sujet il en est fortement question un peu partout, car on a hâte de recommencer la partie jusqu'au moment où inévitablement on se retrouvera gros Jean comme avant.

Les échanges, et quelle que soit leur physionomie, troc, distributions gratuites, vente au moyen de signes monétaires, sont à la base de toute activité humaine.

Le Congrès des Amis de la Nature

LES 4, 5 et 6 juin s'est réuni à Sainte-Marie-aux-Mines, au pied des Vosges, dans la charmante et verdoyante vallée de la Liepvrette, le 2^e Congrès de l'Union Touristique « Les Amis de la Nature ».

La population de cette petite cité industrielle avait réservé aux délégués un excellent accueil, notant notamment les vastes salles du Théâtre Municipal à la disposition des congressistes et d'une exposition intéressante composée de forts beaux agrandissements photographiques, tableaux, maquettes de chalets, presse nationale et internationale, de tout ce qui, en un mot, peut donner une idée de l'activité extrêmement variée des sections.

Chacun a pu constater que, depuis la scission avec la F.S.G.T., politisée, où l'activité plein air était obligée de s'inspirer du marxisme-léninisme visant sans doute à rien moins que refaire la nature, le mouvement est en plein essor, et ce dans une atmosphère fraternelle.

De nombreuses sections ont vu, voient journellement le jour et se développent rapidement. Les camarades alsaciens, pleins de ténacité et de courage, construisent ou aménagent de nombreux chalets en montagne, obtenant par eux-mêmes, en pratiquant l'auto-organisation, des résultats incroyables, car ils considèrent, en des sites remarquables, selon un plan intelligemment conçu et méthodiquement appliqué. Aussi esprit de lucre n'anime ces pionniers qui n'ont d'autre ambition que de fournir aux travailleurs des loisirs sains à des conditions extrêmement avantageuses. La région parisienne, plutôt tournée vers le camping, possède des camps bien situés aux environs de Paris. Ainsi, toutes sortes d'activités se manifestent. Il existe en outre des groupes de randonneurs et cyclo et des voyages circulaire, en France, sont également envisagés pour cette année. Une entente très probable avec le Club Alpin français, basée sur l'utilisation réciproque des chalets, permettra une meilleure fréquentation de la région alpine.

L'expérience néfaste de la politisation a fait définitivement admettre par les ca-

marades la nécessité de l'autonomie. Certes, les camarades A.N. viennent de dire les choses, mais ils savent qu'il existe des points d'accord sur diverses questions, assez nombreux pour que le mouvement ait un caractère révolutionnaire. D'autre part, les sections nationales sont groupées dans une Internationale dont le siège est à Zurich.

Reitter, président national, a donc pu dire très nettement que le mouvement A.N. internationaliste a évidemment pour but de faire connaître et aimer la nature et surtout ne les frontières ; pour lui, Allemands, Suisses, Belges, Néerlandais, tous les peuples en un mot peuvent et tendent vers plus de bien-être et de liberté.

Mais il n'est pas suffisant, pour s'assurer la sympathie générale, de désirer œuvrer pour les loisirs, la culture et la fraternité humaine. La simple annonce de l'adhésion des A.N. à la Ligue Française de l'Enseignement a suffi pour déclencher la cléricaille alsacienne : mouvement à la solde de l'étranger, communistes, sont les reproches les plus modérés.

Les A.N. n'en ont cure. Ils sauront combattre pour atteindre le but qu'ils se sont fixé, et dans un monde où l'homme devient chaque jour plus esclave des machines, retrouveront dans la nature l'équilibre nécessaire à la dignité de l'individu.

Les Amis de la Nature, très proches du C.L.A.J., ont pour différence avec ceux-ci d'être principalement des adultes. Comme le C.L.A.J., ils tirent leur force de leur libre initiative. Conséquents de leur souveraineté, les membres des sections déploient une activité enthousiaste et démontrent par les faits qu'il n'est pas besoin de dirigeants pour accomplir les tâches les plus ardues. La simple et instinctive application de méthodes qui sont au fond très libertaires, le Comité National ne cherchant aucunement à se substituer aux sections, démontre que les travailleurs sont à la hauteur de toutes les tâches.

Cela nous donne la conviction qu'à Thonon, l'année prochaine, le Congrès National constatera une nouvelle et considérable extension A.N.

P. P.

MADAGASCAR

(Suite de la première page)

Bourreaux les colons, bourreaux les filices, bourreaux les juges, bourreaux l'armée. Et les députés, tous les députés, gouvernement en tête, qui organisent la plus effroyable des répressions, se chamaillant maintenant autour d'un détail de procédure, s'élèvent contre un quelconque vice de forme, ainsi que contre la condamnation à mort de deux hommes, parce que ces deux hommes sont dénutrés. S'ils étaient de simples travailleurs, gageons que depuis longtemps ils ne seraient plus de ce monde et personne n'aurait songé à protester.

A Madagascar, les colons, soutenus par les gouvernements français, l'armée et la police, se livrent à l'exploitation la plus odieuse de la main-d'œuvre indigène. A Tananarive, le minimum vital est fixé à 1.950 fr. par mois, alors que 130 fr. par jour sont indispensables pour nourrir une seule personne. Les allocations familiales et la Sécurité sociale n'existent pas et l'on voit fréquemment des Malgaches, pères de nombreux enfants, travailler pour 50 fr. par jour, alors qu'un litre de lait coûte 25 francs ! De surcroît, fleurissent des méthodes moyenâgeuses de prestations par le travail gratuit, pouvant aller jusqu'à plus de trois mois d'affilée ! Travail en général épuisant, corvée de bois et de caoutchouc, transport de bagages, le tout au bénéfice exclusif des compagnies privées !

Dans cette colonie le blanc est roi et a virtuellement le droit de vie et de mort sur l'indigène.

La population autochtone y est littéralement décimée et la mortalité, infantile surtout, y atteint des proportions telles que bientôt il n'y aura plus de Malgaches. Petits paysans, collecteurs, ouvriers des villes, femmes et fillettes, tous sont traités comme le plus vil bétail : les hommes et les femmes poussés au travail par la nécessité et par la force brutale, et les fillettes livrées aux plaisirs des riches colons — gouverneur et autres tyrans.

Ainsi s'expliquent les bénéfices formidables réalisés par les quelques trente grosses entreprises qui se partagent le butin de Madagascar.

Onze sociétés, par exemple, ont réalisé en 47-48 un milliard 364 millions de bénéfices *avoués* ; pour ces mêmes sociétés, la capitalisation boursière atteint onze milliards !

Et que l'on ne vienne pas nous parler de mise en valeur, de modernisation. On n'a même pas cette excuse ; les tracteurs sont chosés à peu près inconnus dans l'île, la main-d'œuvre esclave ne coûtant pour ainsi dire rien.

Poussés par le désespoir, nus, sans armes que de primitives sagales et boomerangs, les Malgaches se sont révoltés et tués vers un combat perdu d'avance. Qui pourrait leur reprocher la haine farouche qu'ils nourrissent contre tout homme blanc ? Qui pourrait leur reprocher d'avoir voulu essayer de se libérer, fût-ce par la mort, de cet esclavage ?

Encore n'est-il nullement prouvé qu'ils se soient soulevés spontanément. Le travail forcé ayant été aboli, de nombreux travailleurs en ont profité et, abandonnant les villes, se sont enfichés dans des régions lointaines, leurs besoins alimentaires étant extrêmement réduits. Le recoupement des événements de Madagascar, joint à des témoignages dignes de foi, prouve plutôt qu'il s'agit d'une provocation afin de pouvoir obtenir à la faveur d'un état de guerre, la suspension de la loi sur la liberté du travail.

Peut-être est-il exact que certaines élites malgaches aient voulu exploiter la misère de leurs compatriotes pour se hisser au pouvoir après avoir chassé le Français de l'île. Ce rêve insensé de quelques nationalistes plus ou moins propres a été noyé dans le sang.

100.000 morts et une population encore plus durement soumise qu'avant.

Leur stagnation actuelle témoigne elo-

quemment de la décrépitude d'une forme de société que l'on veut maintenir enver et contre toute logique.

Débarrassé d'un monnaie qui ne peut

même plus garantir le profit — sa seule

raison d'être — le monde démentirait

aisément vers une extraordinaire renaissance. Les échanges seraient alors nor-

malisés et rationnels, parce que expur-

gés du profit et de l'industrie de guerre

qui faussent tous les problèmes humains.

Le scandale de la tuberculose

Il est assez curieux de voir la fameuse affiche éditée par O. P. H. S. : « Guéris », représentant un jeune homme en cote bleue en train de raboter, avec au-dessus cette légende : « Guéris... je travaille ».

Mais il y a mieux. Les statistiques officielles démontrent que la tuberculose est en régression.

Ceci est faux. Il n'est que d'aller faire un tour dans les hôpitaux et dispensaires pour se rendre compte que le nombre des tuberculeux augmente de jour en jour. 3.000 DOSSIERS SONT EN SOUF-FRANCE A L'O.P.H.S. (1).

Il faut attendre à l'hôpital 7 à 8 mois son admission en sana. Pendant ce temps les médecins fonctionnaires de la Santé Publique luttent contre la tuberculose à l'aide de statistiques fausses et de circulaires.

En ce qui concerne la reprise du travail, nous attirons l'attention des malades sur les certificats délivrés par leur médecin traitant, lors de leur sortie, car un certain nombre d'entre eux ont eu la désagréable surprise d'entendre leur médecin de dispensaire leur dire qu'ils n'étaient pas guéris et qu'ils leur fallait retourner en sana.

Voilà le nombre sans cesse grandissant de malades ou a établi un roulement. Ce sont toujours les mêmes figures que l'on rencontre : ceux qui tiennent le coup bien sûr.

Et nous ne parlons pas des 80.000 qui meurent chaque année.

La tuberculose est une maladie commerciale, c'est ce qui explique le silence persistant du corps médical qui ignore pas la situation tragique dans laquelle se trouve le tuberculeux. On spéculer sur le malade, comme on spéculer sur le beurre, les œufs ou le fromage.

Les marchands de soupe peuvent continuer leur fructueux commerce sans crainte d'être inquiété. De tout temps on a entretenu la tuberculose, et on a lutté contre la tuberculose. C'est le contraire qu'il fallait faire. Il est certain que si l'on donnait aux tuberculeux des moyens d'existence convenables, la mortalité diminuerait de façon certaine.

Cela on ne le veut pas, car le diminué physique qui ne peut plus produire, bien souvent parce qu'il a trop produit, est devenu indésirable et nous n'en voulons pour preuve qu'en France on ne compte que 5 centres de rééducation alors qu'il en faudrait au moins une centaine. Et il faut naturellement attendre son admission souvent plus d'une année !

Trois problèmes essentiels se posent pour le tuberculeux : rééducation, reclassement, pension égale au minimum vital pour celui qui ne peut travailler.

Voici, extrait de « Revivre » de juin 1949, un titre qui, à lui seul, est tout un programme :

« ENFIN ! un groupe parlementaire s'intéresse à nos revendications.

« Nous tiendrons nos camarades au courant de l'attitude des représentants au Parlement, ainsi saurons-nous où sont nos défenseurs. »

Ce « enfin » veut peut-être dire que jusqu'à ce jour, ce groupe ne s'était jamais intéressé à nos revendications.

C'est certainement pour cette raison

Le peuple, pour le pou-

voir, c'est l'ennemi.

PROUDHON.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant

19, r. du Croissant Paris-2

La répression la plus sauvage, la plus inhumaine, séance tenante avait été organisée. Et l'on assista à travers toute l'île à des massacres, à des bombardements de villages inoffensifs, à des fusillades d'otages, à des tortures, en un mot, on assista à une action militaire punitive digne de la plus pure tradition hitlérienne.

Dans une lagune, celle de Managara, sur la côte Est, existe un charnier. Là, gisent 150 Malgaches faits prisonniers et que l'on exécuta sommairement parce que l'on ne savait qu'en faire ! Et aujourd'hui encore personne ne s'aviserait d'aller planter une croix sur cette tombe monstrueuse. Qui oserait ? Un Malgache serait immédiatement accusé de menées subversives et un Européen expulsé de l'île ! Ce détail à lui seul suffit à caractériser l'atmosphère qui règne dans cette colonie où la terreur, engendrée par les exactions de l'armée, se lit encore sur tous les visages des malheureuses populations indigènes.

Ces crimes, dissimulés sous le prétexte bien connu de « pacification », ces crimes perpétrés sous la haute direction du ministre « socialiste » Marius Moutet, et passés sous silence par Coste-Floret, nous ne les oublierons pas sous prétexte que deux hommes risquent encore de payer de leur vie leur geste de révolte. Cependant, nous protestons de toutes nos forces, bien que ces deux hommes soient des députés et que leur action auprès des masses indigènes ait été très discutée.

En vérité, les députés malgaches voient se retourner contre eux le principe féroce et stérile du nationalisme dont ils sont les défenseurs. Et l'on ne peut que s'étonner que ces hommes aient accepté de siéger parmi les bourreaux de leur peuple.

Mais ils sont aujourd'hui écrasés, ils sont au même niveau que les travailleurs de Tananarive. Et nous joignons notre voix à toutes celles qui exigent l'annulation d'un procès monté de toutes pièces, d'un procès truqué.

Nous exigeons la libération des députés malgaches dont le seul tort est d'avoir voulu suivre leurs maîtres, sur le chemin des fausses et sanglantes libérations nationalistes.

que toutes les démarches faites auprès des ministres de l'époque : Billoux, Arthaud, Marrane, sont restées sans résultat. De même celles faites auprès de Prigent, Poinso-Chapuis et Schneider.

Nous n'avons rien à attendre des politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche ou d'extrême-gauche, du centre ou de l'extrême-droite, politiciens qui viennent, à l'occasion de congrès de malades, assurer ces derniers de leur sympathie. C'est à l'opinion publique qu'il faut faire appel.

Le problème de la tuberculose intéresse aussi bien les malades que les bien portants et il serait tout de même bon que nos politiciens ne se servent pas de gens condamnés à crever dans un délai plus ou moins long, dans un but de propagande.

Ce n'est pas lorsque l'on a les bras gros comme des ronds de serviette et les cuisses comme des fûts qu'il faut songer à défendre sa peau. Il est trop tard. Il ne sert à rien de gémir ni de s'apitoyer sur son propre sort ; ce qu'il faut, c'est agir pendant qu'il est temps.

Et exiger que les 500 milliards du budget de guerre soient affectés à des œuvres de vie.

J. LAMBERT.

(1) Office Public de l'hygiène sociale.

Exploiter et gouverner signifient la même chose, l'un complétant l'autre et lui servant à la fin de moyen et de but.

BAKOUNINE.

RÉFORMES ET LICENCIEMENTS

(Suite de la première page)

parce qu'ils en possèdent tous les éléments en main et en suffisance les conséquences — que leur confiance en des partis, des gouvernements et des formules n'a servi qu'à les rendre un beau jour à leur place traditionnelle, celle de main-d'œuvre utilisable et corvéable.

Mais il est possible de voir surgir, si tous les révolutionnaires apprennent à voir clair et à s'efforcer de penser pratiquement, des solutions nouvelles.

De quel droit et en vertu de quelle doctrine va-t-on rendre au secteur privé les usines et les machines ? Si l'expérience des nationalisations a échoué, c'est en poursuivant l'expérience sur d'autres bases, mais en maintenant le principe de l'intérêt commun qu'il faut progresser. L'incohérence de la production capitaliste a rendu indispensable l'attribution. L'imbécillité des étatisations a montré qu'une nouvelle solution devait être tentée.

C'est aux techniciens et aux manuels des entreprises déficitaires et mal organisées — parce que gérées par d'autres que les producteurs véritables et les bûtes étrangers aux intérêts véritables des salariés — de pousser à la fuite en avant, vers le socialisme.

Nul ne peut prétendre qu'à l'heure actuelle les usines de métallurgie, dont on licencie par milliers les ouvriers, ne



LES OUVRIERS-PATRONS

« Chaque ouvrier doit regarder son entreprise nationalisée comme son entreprise personnelle. C'est pour-quoi, dans ces entreprises, les ouvriers n'ont pas moralement le même droit de grève que les autres, car les grèves sont alors dirigées contre les ouvriers eux-mêmes et non contre les patrons. »

— Vous avez déjà entendu ça quelque part n'est-ce pas ? Ça a un de ces petits goûts de démocratie populaire !

Eh bien non, Moscou n'y est pour rien il s'agit tout simplement d'une partie du dernier discours de Christian Pineau, ministre « socialiste », anti-autoritaire !

Mais qu'en pensent les ouvriers de l'aéronautique, mis à la porte de « leurs » usines.

LES FAUX JETONS

Ceux qui ont été surpris ce sont les lecteurs « communistes de la base » de Ce Soir. Quel a été leur étonnement en découvrant du Pierre Benoit dans leur canard du soir !

Pierre Benoit qui donnait il n'y a pas si longtemps des conférences hitlériennes et qui fréquentait les salons de Aragon-Pierre Benoit ou le Pacte de l'Atlantide ! Vous parlez d'un crève-cœur !

VIEILLESSE DOREE !

Ceux qui vont mener la vie de chatou ce sont les vieux qui vont être (car ce n'est pas encore décidé) percevoir 2.500 fr. par mois d'allocation au lieu de 1.600.

Le gouvernement n'est pas très enthousiaste car cela va faire un trou dans le trésor.

Ces vieux ! quels budgétivores tout de même ! 83 fr. par jour !

TIROIR-CAISSE ET GOUPILLON

Après le côté militaire, le côté commercial du Congrès eucharistique de Nancy mérite d'être relevé. Les malins ont été les propriétaires de cinémas.

Sur les onze cinémas de la ville neuf se sont mis dans la ligne. La vie de S.S. Pie XII au Vatican, Marie-Madeleine la pécheresse, Le Chant de Bernadette ; la Vie de Charles de Foucauld, Monsieur Vincent ; la Vie du Curé d'Ars ; l'Apôtre du désert, Fabiola, Sainte Thérèse de Lisieux. Ainsi soit-il !

Une exception cependant, un cinéma a sorti un Fernald pour donner l'atmosphère du Congrès...

SABRE ET GOUPILLON

Nancy n'avait jamais compté autant d'ecclésiastiques et de militaires qu'à l'occasion du XIV^e Congrès Eucharistique National qui vient de se terminer. Archevêques, évêques, généraux, préfets, consuls, politiciens, défilés militaires, discours, drapeaux, croix et bannières, tout y était y compris cette déclaration du cardinal Tisserand : « De bons catholiques savent rendre à César ce qui est à César, et partant, se montrent bons citoyens ».

Le général Koenig avait envoyé de Baden-Baden une Mercedes pour recevoir le légat du Pape. On tira même 21 coups de canon dans le but de résumer, sans doute, la doctrine chrétienne : « Aimez-vous les uns les autres » !

LE CHAT BOTTE.

Fédération Anarchiste

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

12^e Région NIMES

Mercredi 20 juillet 1949 à 21 heures

Grande Salle du Foyer Communal

CE QUE GARRY DAVIS N'A PAS DIT

par Henri JULIEN



CULTURE ET RÉVOLUTION



19 JUILLET 1936

Pourquoi fut vaincue la République espagnole

NOUS sommes au 19 juillet, anniversaire que fêtent simultanément les fascistes et les antifascistes espagnols. C'est à cette date qu'à Barcelone, à Madrid, à Bilbao, à Malaga, à Oviédo, à Murcie, la population ayant à sa tête les hommes les plus décidés, dont les anarchistes furent les premiers en Catalogne et en Andalousie, et jouèrent à Madrid un rôle plus important qu'on ne dit communément, gagna la première phase du combat. Le fascisme fut stoppé dans les deux tiers de l'Espagne et les généraux qui pensaient vaincre en quelques jours durent lutter pendant trois ans et demi avant d'arriver à leur but.

Ils y sont arrivés cependant. Ce sont eux qui ont vaincu. Et le fascisme espagnol peut, à plus juste titre, célébrer le jour où il commença un combat qui a fini par sa victoire.

Ce qui m'intéresse aujourd'hui, ce n'est ni de pleurer notre défaite, ni de me répandre en jérémiades ou en apostrophes virulentes contre les démocrates qui n'ont pas aidé l'Espagne, contre le pacte de non-intervention stupidement proposé par Blum, contre les causes extérieures de la défaite. Cela, nous l'avons fait en son temps. D'autres se chargeront encore de le faire. Mais il est un aspect des responsabilités qu'il faut avoir le courage de dénoncer, car en dénonçant les autres, ceux qui s'en chargent du côté espagnol se libèrent allègrement des leurs. Et non seulement ils s'en libèrent, mais après avoir trahi le peuple espagnol pendant la lutte, ils continuent à le trahir maintenant en empêchant sa libération.

★

Je veux parler de la responsabilité des partis politiques, des dirigeants républicains et socialistes espagnols. On évite généralement de le faire. Cependant, s'il nous fallait évaluer à fond les causes de la défaite, on arriverait à cette conclusion qu'ils y sont pour la plus large part — soixante pour cent environ. Les ouvriers et les paysans antifascistes d'Espagne ne le savent pas, car ils ont dû faire cause commune avec ces politiciens qui surent habilement centrer contre Franco et ses lieutenants, et contre les démocrates, la totalité des responsabilités, tout en exploitant habilement la fibre d'un patriotisme qui fait trop aveuglément bloc. Et aujourd'hui, le désir de rentrer en Espagne prédispose l'immense majorité de ces ouvriers et de ces paysans à ne pas reconnaître les erreurs, les fautes et les crimes de ceux qui, devant les nations étrangères, représentent officiellement l'Espagne antifasciste et sont susceptibles de trouver une aide nécessaire chez d'autres gouvernements.

Bien avant le 19 juillet 1936, on savait que le fascisme préparait un coup d'Etat. Des rapports avaient été envoyés au Ministère de la Marine sur les conciliabules de Franco, et de nombreux officiers et amiraux lors de manœuvres qui avaient eu lieu sur les côtes des Canaries, et sur des préparatifs faits à découvert en mains étroites ; le ministère de la Guerre en avait reçu d'autres, si précis que le doute n'était pas possible. Les droites, vaincues dans les élections de février par le Front Populaire, s'organisaient pour l'assaut. La presse d'extrême-gauche dénonçait sans arrêt ces préparatifs. Les quotidiens de la Confédération Nationale du Travail (*Solidaridad Obrera* à Barcelone et *C.N.T.* à Madrid), les hebdomadaires anarchistes, la revue *Estudios* qui demandait à cor et à cri l'entente immédiate de l'Union Générale des Travailleurs, centrale syndicale d'orientation socialiste prédominante et de la C.N.T.

Le ministère de l'Intérieur aussi était au courant de ces préparatifs féroces. On savait que Calvo Sotelo, politicien de valeur, était le cerveau de cette conjuration. Et si une poignée de gardes d'assaut (1) l'enleva et l'exécuta, ce ne fut pas seulement pour répondre à l'assassinat par les fascistes d'un de leurs lieutenants, mais surtout pour attaquer le mouvement à la tête avant qu'il n'éclatât.

Quelques jours avant le 19 juillet, je ne peux maintenant préciser la date, le leader socialiste de droite, Indalecio Prieto, le seul homme vraiment intelligent parmi tous ces politiciens menacés, déclarait pendant une discussion au Parlement, à peu près ceci : « Nous sommes en train de discuter sur des questions qui n'ont guère d'importance car sans doute dans quelques jours il faudra lutter pour défendre la République ».

Je ne me souviens plus exactement de ses paroles, mais encore suis-je certain que les dernières n'exprimaient pas aussi clairement sa volonté de lutte. Elles annonçaient plutôt le danger que la volonté d'y faire face.

Comment le gouvernement du Front Populaire, comment ces républicains de gauche et ces socialistes ont-ils laissé se préparer, s'organiser, se mettre au point sans réagir, l'attaque fasciste ? Voilà une question qu'on ne leur a jamais posée, et à laquelle ils devraient répondre. Ils avaient en main presque toute la police avec laquelle ils auraient pu faire arrêter la majorité des généraux compromis. Ils connaissaient les politiciens conservateurs qui adhéraient au mouvement, et lui donnaient un appui considérable, les membres de l'Eglise également

compromis. Un ordre et une circulaire du ministère de l'Intérieur auraient décapité cette vaste entreprise.

Ils ne firent rien, absolument rien. Peut-être s'embarrassèrent-ils de scrupules constitutionnels. Peut-être pourrèrent-ils à l'interprétation des textes légaux contre lesquels on pourrait opposer d'autres arguments d'avocats sur l'interprétation des mêmes textes, que la loi ne leur permettait pas d'opérer ces arrestations.

Nous pourrions leur répondre qu'il est d'un crétinisme impardonnable de s'embarrasser de scrupules légaux quand on est sur le point d'être assassiné par l'illégalité, et surtout quand ce n'est pas son sort à soi, mais celui de tout un peuple qui en dépend.

Devant la menace imminente, dont les militaires devaient être les agents d'exécution, le gouvernement aurait pu, également, lancer l'ordre de dissolution de l'armée, ordonner aux soldats de rentrer chez eux, de ne pas obéir

à la seule responsabilité qu'ils ont, devant l'Histoire, suffirait à faire fusiller sans une minute d'hésitation les gouvernants du Front Populaire qui ont laissé consciemment, volontairement, passivement, se préparer le Coup d'Etat fasciste. Mais il en est une autre, plus grande encore : c'est le sabotage de la lutte contre Franco, pendant la guerre civile.

Il n'est pas aisé de débrouiller tous les écheveaux de faits multiples et contradictoires qui ont constitué la guerre d'Espagne. Pour moi, normalement, je crois pouvoir affirmer ce qui suit :

1° Les deux parties espagnoles livrées à elles-mêmes, Franco, contre ce que l'on prétend généralement, devait gagner la guerre. Cela, pendant les six premiers mois.

2° Avec l'aide étrangère que reçurent les uns et les autres, l'Espagne dite républicaine, pouvait, dans l'an-

par Gaston LEVAL

née suivante, gagner la guerre à son tour.

Après, il était trop tard. Les gouvernements espagnols auront toujours beau jeu de masquer leur responsabilité en déclarant contre le pacte de non-intervention. Ce qui est vrai, c'est que, malgré ce pacte, Bilbao d'abord, et Madrid ensuite, ne furent pas prises grâce aux secours arrivés du Mexique, et aux premiers éléments de la Colonne Internationale. C'est ensuite, qu'on eut le temps et les moyens d'organiser la lutte et de battre le fascisme avant que les troupes du fascisme international fussent assez nombreuses pour triompher.

Mais, d'abord, le gouvernement de Madrid, transféré à Valence, refusa, par rivalité avec celui de Catalogne, de donner à cette région de l'argent et des armes ; puis il refusa systématiquement au front d'Aragon et à nos chefs de colonnes qui se faisaient fort de prendre Saragosse avec dix mille fusils et des cartouches suffisantes, de donner l'armement nécessaire.

Le gouvernement de Madrid, transféré à Valence, refusa également — Largo Caballero en était le président et le ministre de la guerre — des armes au front d'Andalousie, particulièrement au secteur de Malaga, qui pouvait être, comme Saragosse pour le Nord, la base de la reconquête au Sud.

Le gouvernement de Valence ne fit rien pour organiser à temps l'armée « républicaine », mais il organisa, à temps, sous prétexte de préparer des troupes pour le front des forces importantes de carabiniers et de gardes d'assaut qui avaient pour but immédiat de combattre, à l'arrière, la transformation sociale qui s'opérait envers et contre tous.

Le gouvernement de Valence fut incapable d'organiser les industries de guerre, qui au nord de l'Espagne se trouvaient aux mains des fascistes, et qui furent donc improvisées, très insuffisamment, par les travailleurs et leurs syndicats.

Mais, plus encore, le gouvernement de Valence refusa de nombreux apports étrangers qui affluaient et qui s'offraient de toutes parts. Si l'on pouvait écrire l'histoire détaillée de ces refus, on en demeurerait atterré. Pour l'immense majorité des travailleurs espagnols, le blocus des démocraties étrangères fut la cause principale du fait que tant de combattants mouraient au front sans armes, et devaient attendre que leurs camarades tombent pour ramasser leur fusil et continuer la lutte... s'il restait des balles.

Ils ignorent que d'innombrables concours furent offerts, que le gouvernement de Madrid ou ses agents repoussèrent, qu'à l'ambassade de Paris l'attaché chargé des achats refusait invinciblement tout ce qu'on offrait sous prétexte qu'il avait toujours mieux ; que de nombreux marchands de canons proposèrent des armes dont on ne voulait pas et qu'ils vendirent ensuite aux agents de Franco ; que des avions, des batteries anti-aériennes, de France ou de Tchécoslovaquie, vendus officiellement ou officieusement, furent repoussés sous des prétextes bénins. Ils ignorent qu'il y eut, dans toutes les nations démocratiques, un enthousiasme réel, un désir fervent de défaite franquiste bien supérieurs à ceux des Aznar, des Prieto, des Largo Caballero et consorts, et que l'attitude stupide et malpropre des hommes chargés d'organiser la résistance découragea les meilleures volontés du monde international.

(1) Companys, qui avait été l'avocat de la C.N.T., agissait encore assez loyalement envers les nôtres. Il changea d'attitude en mai 1937.

Sébastien Faure

par LAISANT

J'en avais qu'une quinzaine d'années, âge chaotique et merveilleux d'idéalisme immaculé et de soi de comprendre, de s'élever, d'agir.

Dans cette fièvre, j'allais le cœur gonflé et l'estomac calmé par un sandwich, au hasard de ces rues ouvrières dont les pavés ont éclaté en barricades aux jours d'émeutes.

A la Grange-aux-Belles, Sébastien Faure traitait « Si je mourais demain ». Ce fut dans ma vie une de ces rares heures où la réalité se fait plus grande que le rêve.

Soulevé par les périodes de l'incomparable orateur, par sa foi, par sa fougue, par sa violence et par son ironie, je sortis de là dans un état d'agitation fébrile, interrogeant ce Paris endormi, attendant follement qu'à cet appel il sortît de son sommeil pour réaliser la grande prédication d'avenir dont je venais de sentir passer le souffle.

Je le répète en toute conscience : si toutes les armes qu'il était possible d'acheter, si tous les moyens qu'hors la Russie l'on pouvait trouver avaient été employés à temps et comme il le fallait, Franco pouvait être battu entre le sixième et le dix-huitième mois de la guerre. Et les premiers responsables de la déroute du peuple espagnol, les plus coupables, furent ceux qui étaient, ou qui prétendaient être à sa tête, ceux qui avaient la charge de le défendre ou de l'aider à se défendre, de l'organiser pour vaincre. Le peuple espagnol a d'abord été trahi par les siens, par ses propres gouvernants, et c'est parce qu'ils étaient ses gouvernants qu'ils ont été et qu'ils sont plus impardonnables.

Ils furent coupables avant même la préparation du Coup d'Etat. Le programme des gouvernements républicains espagnols en exil comprend l'expropriation massive des grands propriétaires fonciers, et l'exploitation coopérative des terres. S'ils avaient fait cela dès la première année de la République, s'ils avaient enchaîné l'Eglise, s'ils avaient limogé tous les cadres de la vieille armée (je ne parle pas comme libéraliste en ce moment, mais en me plaçant au point de vue républicain), ils auraient brisé à jamais les forces réactionnaires. Mais ces lamentables bonshommes voyaient tout trop petitement, et toujours à retardement.

Après pour les petites manœuvres de petits politiciens, ils étaient incapables de comprendre les grands problèmes et d'envisager les grandes solutions. Cent fois au-dessous des possibilités constructives de l'Espagne, ils voulaient marcher à petits pas de nains quand il fallait chausser des bottes de géants.

Parce qu'ils sont en exil et qu'on a de la considération pour eux, on ne leur reproche pas leurs fautes. Mais c'est en partie grâce à leur mesquinerie, à leurs querelles intestines, à leurs luttes de chapelles et de boutiques qui n'ont pas cessé pendant la guerre d'Espagne et qui ont contribué à nous la faire perdre, que des appuis internationaux qui furent possibles ont été retirés. Avant de demander aux autres gouvernements d'aider le noble peuple espagnol à se libérer de la dictature qu'il subit, il faut demander aux différents partis politiques espagnols comment ils l'aident eux-mêmes.

Que les échecs du passé nous soient un enseignement pour les combats à venir.

AVIS IMPORTANT

Dans un but de propagande et pour accélérer la diffusion d'un ouvrage de grande classe qui doit se trouver dans toutes les mains et est l'outil indispensable à l'arsenal du militant, nous offrons à tous nos lecteurs l'ouvrage de notre camarade G. Leval : « L'Indispensable Révolution, d'une valeur de 180 fr., pour la somme de 100 FRANCS !

Lecteurs du « Libertaire », militants, sociologues, économistes, lisez et faites lire : « L'INDISPENSABLE REVOLUTION », 100 FR.

AU THEATRE DE LA HUCHETTE

UNE salle grande comme un mouchoir, adaptée — on ne sait comment — en un théâtre, une scène où le côté jardin ne connaît pas de dégagements, une pauvreté de moyens en lutte contre les buildings commerciaux qui envahissent la ville, le défi en plein Quartier Latin d'une lutte en faveur d'une des plus belles formes de l'art : le théâtre, voilà plus qu'il n'en faut pour rendre sympathique la tentative de la Compagnie « Les Comédiennes », qui se produit tous les lundis soir.

Le spectacle débute par « Pylade », pièce en vers de M. Legendre, qui n'apporte, sans doute, rien de nouveau au capital théâtral, mais qui est aimablement écrite et bien rimée, car je ne veux pas tenir l'auteur pour responsable des alexandrins de onze ou treize pieds que nous eûmes à entendre.

Le vers est une pierre de touche, où les plus grands parmi les meilleurs tombent parfois ; rares sont ceux qui respectent son rythme sans choir dans le ronronnement ; Marie-Antoinette Jarry, Paul Rols et Marcel Pinard, qui avaient la charge de l'interprétation, ne me semblent pas mûrs pour une pareille épreuve ; d'autre part, plus de naturel dans les effets, les expressions et les éclats de voix donnerait plus de force et de comique à l'œuvre, ceci notamment pour M. Pinard.

Pour l'honneur de la Compagnie, faisons silence sur un monologue emprunté à quelque patronage de sous-préfecture.

Avec « Gros chagrins », nous arrivons au meilleur moment de la soirée ; le rire intarissable de Courteline nous est rendu dans toute son authenticité par Mmes Gil Pattry et Béatrice Arlène, pleines de mesure, et qui se contentent de nous restituer les richesses du texte sans les alourdir de ficelles inutiles et malhonnêtes.

Enfin, « Une demande en mariage » de Tchekov clot la soirée. J'en dirai même que pour l'« Oreste » moins extérieur, M. Pinard y serait plus vrai dans la caricature ; Noël Capucin semble condamné par son organe et son

« L'atelier fera disparaître le gouvernement. P.-J. PROUDHON.

Pendant vos vacances, quelques heures de lecture sont toujours agréables. Nous vous offrons un choix de livres et brochures

1^{er} LOT

Gaston Leval : L'Indispensable Révolution	100 Fr.
Jeanne Humbert : Sébastien Faure	180 Fr.
Richard Wagner : La Tétralogie	250 Fr.
Ady : Poèmes Hongrois (Traduction de A. Robin)	50 Fr.
Lashortes : Qu'est-ce que le Proletariat ?	10 Fr.
Ernestan : La Contre-Révolution étatisée	15 Fr.
Pierre Kropotkine : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie	20 Fr.

PRIX DE VENTE 625 Fr.
EXCEPTIONNELLEMENT : 500 Fr. Franco : 595 Fr.

2^o LOT

Voline : La Révolution Inconnue	350 Fr.
Abecassis : La Honte des Siècles	150 Fr.
Wagner : La Tétralogie	250 Fr.
G. Leval : Indispensable Révolution	100 Fr.
J. Humbert : Sébastien Faure	180 Fr.
Asso : Chansons sans musique	150 Fr.
Ernestan : La Contre-Révolution étatisée	15 Fr.
P. Kropotkine : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie	20 Fr.
E. A. : Les Anarchistes et le Problème social	15 Fr.
E. A. : Les Anarchistes et l'Activité syndicale	15 Fr.

PRIX DE VENTE 1.245 Fr.
EXCEPTIONNELLEMENT 1.000 Fr. Franco : 1.145 fr.

Compte Chèque Postal : R. Joulin 5561-96 Paris

La grève du gaz et de l'électricité de France

SUIVANT la méthode chère aux Staliniens, les grèves du Gaz et de l'Electricité de France sont « tournantes ». Et par conséquent sans grand poids auprès des Pouvoirs publics. Elles ont tout juste le don d'exaspérer le bounat en train de tirer du vin au fond de sa cave et de faire soupir de plaisir le copain à la chaîne qu'un « délestage » arrête quelques minutes.

Ces grèves, si elles s'harmonisaient et tendaient à devenir générale, pourraient être sérieuses. Ce qui l'est beaucoup moins, ce sont les revendications présentées par ces syndiqués mécontents de leur sort. La PRINCIPALE concerne : « la hiérarchisation des deux primes fixes (1.734 et 1.214 francs) en attendant la libre discussion du salaire de base normal hiérarchisé en échelles et échelons, conformément au statut ».

Une fois de plus, voilà une grève juste au départ, parce que revendicative, qui dévie lamentablement. D'abord dans le fond, ensuite dans la forme. Nous avons dit tout ce que nous pensions des grèves tournantes lors des mouvements survenus dans la métallurgie l'an dernier. Elles épuisent la classe ouvrière sans lui apporter jamais de substantielles victoires. Elles dissocient l'action de masse sans pour

par J. BOUCHER

cela que la solidarité joue pleinement envers les camarades engagés dans la bataille. Bon Dieu ! rappelez-vous donc de la récente grève des Mines !

Voici pour la forme. Pour le fond, le danger est encore pire. Il n'est pas une des revendications qui ne soit « hiérarchisée » : le salaire de base — en langage cégétiste : le minimum vital — les primes fixes, les catégories, etc. Ce n'est plus l'éventail des salaires de 1936, pas même celui de 1945, c'est une superhiérarchisation, la hiérarchisation de la hiérarchie. Dans chaque catégorie — à entendre ces étranges syndicalistes — doivent apparaître des sous-catégories. Il n'y aura bientôt plus deux employés du Gaz et de l'Electricité de France à toucher le même salaire. Division là encore, triomphe de l'égoïsme, chacun ne désirant plus se battre que pour lui-même. Etrange conception de l'unité de classe, de conscience de classe, que celle des « fidèles » de Marcel Paul ! A croire qu'ils s'estiment déjà être en U.R.S.S., où les salaires s'échelonnent de 1 à 60.

En regard, combien plus juste apparaît l'attitude des travailleurs du chantier Montparnasse de l'Entreprise Lafond (Bâtiment) en grève totale depuis le 25 juin pour 10 francs d'augmentation de l'heure pour tous !

Par la revalorisation uniforme ils luttent contre la hiérarchie. Eux savent aujourd'hui que l'inégalité économique crée de nouvelles classes et aide celle qui est au pouvoir à se maintenir.

Les grèves tournantes des employés du Gaz et de l'Electricité de France vont à l'encontre de toute logique syndicaliste. Leur triomphe n'aura comme conséquence que de défavoriser un peu plus les petites et moyennes catégories et de renforcer le système économique actuel.

Revue de Presse Syndicale

De la Vie Ouvrière (C.G.T.) ces quelques lignes qui, selon J. Daumur, constituent l'exemple des travailleurs de la sidérurgie de l'Est.

Les faits ? Les voici : il y a un mois, aux usines U.C.I.P.M.I. de la S.A.P.E. à Hagondange, les ouvriers des laminaires, devant le refus patronal d'octroyer d'une prime horaire de chaleur de dix francs, cessaient le travail. Quelques jours de grève et, devant l'unité la plus complète réalisée, les directions respectives accordaient 9 fr. 40 et 8 fr.

Grande victoire qui ne sera pas sans lendemain ! L'organisation syndicale en sortait renforcée par des adhésions nouvelles ; l'Unité se consolidait.

Grande victoire, quelques jours de grève pour une prime horaire de dix francs ? Ces primes de 9 fr. 40 et 8 fr. ? La chaleur des ateliers n'est-elle pas la même pour tous les sidérurgistes ? Espérons que les travailleurs de toutes corporations ne suivront pas ce piètre exemple.

Les gaulistes seraient-ils avec nous ? Le profane pourrait le supposer en lisant le Rassemblement ouvrier. Voici ce que dit cette feuille syndicale « apolitique » du R.P.F. :

NOTRE FETE à Achères

DIMANCHE dernier, dans le bois d'Achères, aux environs de la Carrière et à la Baignade, une animation inaccoutumée : appelée par le « Libertaire » à une fête champêtre, tous les amis de notre journal étaient réunis.

Dès le samedi soir, de nombreux jeunes avaient planté leurs tentes sur les lieux et guettaient les premiers arrivants au petit jour. Bientôt, fournées par fournées, ceux-ci arrivaient. Parcourez fleché, sur le pont de ciment armé, sur la route, banderoles placées par l'équipe de propagande haut dans les arbres, attiraient les retardataires et bientôt, malgré un léger flottement et des annulations de mécaniciens, tout le monde s'installait : les « sauvages » à l'abri de buissons ; les « communistes » par petits paquets, par affinité, dans les carrières qui se succèdent, de la route à la Carrière. A la Clarière proprement dite, le gros paquet. Combien ? Nous ne pourrions le dire. En tout cas beaucoup.

Tout le jour, en famille, Espagnols, Italiens, Français communiquaient fraternellement, mêlant leurs chants et leurs jeux, malgré le soleil ardent et... un speaker particulièrement inspiré. Il y eut un croquet qui nous permit de nommer une Reine... eh oui... et espagnole le de sueroit. Il y eut « la Jurassienne », que beaucoup entendait pour la première fois. Il y eut — et je m'exécuse de donner une impression personnelle — la très belle arrivée d'un groupe espagnol revenant de la Carrière pour se mêler à nous et qui, en rangs serrés, marchaient en chantant nos hymnes de révolte.

Puis ce furent des parties de football sur un terrain illégitime, acharnées, le saut à la corde par équipes pendant que de vils matérialistes « cassaient la croûte » et que les « sérieux » tenaient des réunions d'intergroupes, voire de commissions.

Le retour fut gai... Encore des chansons dans les trains. A faire frémir les « bonnes âmes » qui cohabitaient accidentellement. Puis la séparation à regret.

Remercions tous les camarades qui se déplacent. Ils nous ont donné la preuve

que ces rassemblements sont utiles et attendus. Remercions tous ceux qui participèrent activement à l'organisation de cette magnifique journée champêtre au profit de notre cher vieux « Libertaire ».

La prochaine fois nous ferons mieux, beaucoup mieux.

Jean GERARD.

La trahison communiste

« Je dirai même que l'on va fort loin, et d'une manière quelque peu inattendue, dans cette recherche à tout prix du travail car, en ce qui concerne la livraison à l'Espagne par l'industrie aéronautique nationalisée de certains équipements... IL SEMBLE, dit-on, QUE LE MINISTRE N'Y VERRAIT PAS OBJECTION. LE MINISTRE A VIVEMENT INSISTE SUR L'INTERDIT QU'IL Y AVAIT A CONSERVER DES LIENS COMMERCIAUX AVEC DES PAYS TELS QUE LA CHINE, L'IRAN ET MEME L'ESPAGNE, au moins ultérieurement ».

(Ramadier, « J.O. » Débats, 28-6-49.) La citation que nous avons soulignée date de mai 1945. Ce « On » était le ministre de l'Air. Et ce ministre de l'Air était M. Tillon, communiste.

M. Tillon faisait travailler SES industries nationalisées pour la Chine de Tchong Kai Chek, l'Iran en bagarre avec l'U.R.S.S. et l'Espagne de Franco.

Il est vrai qu'un peu plus tard, en 1946, puis 1947, les ministres communistes venaient pour la poursuite du crime d'Indochine alors que le Comité central du Parti communiste français s'élevait contre le colonialisme.

PRÉVISIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Chacun sait qu'il est nécessaire de se munir d'un parapluie lorsque la météo annonce le beau fixe et de sortir son short lorsqu'elle prévoit un abaissement de la température. Prévoir est chose difficile, parfois impossible. Pourtant on peut prévoir que nos lecteurs n'oublieront pas notre service d'abonnements de propagande au « Lib », donnant droit à 10 numéros pour 60 francs !

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

Contre le chômage

Réduction des heures de travail sans diminution de salaire

LES chiffres qui suivent sont officiels. La crise capitaliste dont est issue le chômage ne l'est pas moins. En Grande-Bretagne, 365.000 chômeurs ; en Belgique, 236.900 ; en Hollande, 50.000 ; au Danemark, 60.000 ; en Italie, 1.836.200 ; en Irlande, 77.000 ; en Espagne, 155.000 ; en Suisse, 4.400 ; en Norvège, 11.800 ; en Suède, 36.700 ; aux U.S.A., 3.800.000 (5.400.000 d'après les syndicats). Ces chiffres concernent bien entendu les chômeurs TOTAUX. Il n'est pas tenu compte des chômeurs PARTIELS ni surtout des demandes d'emploi dont le nombre est sensiblement quatre fois celui des chômeurs inscrits. Dans notre monde à rebâtir et à mettre en valeur, des hommes et des femmes crévent de faim faute de travail.

En France, il y avait 35.000 chômeurs totaux en mars 1949 et 127.300 demandes d'emploi. Ces chiffres sont évidemment MINIMA et doivent être aujourd'hui multipliés par 2. La « liquida-

tion » des industries aéronautiques nationalisées, l'arrêt des travaux de la Reconstruction, de ceux de l'Équipement, la « crise » sévissant dans la chaussure et la mode permettent de juger où en est présentement le marché du travail français.

par NORMANDY

Définir les causes ? Les uns déclarent qu'elles résident dans le plan Marshall, d'autres dans une mauvaise gestion des affaires de l'Etat. Ils ont tort les uns comme les autres car le plan Marshall tout comme la gestion actuelle des affaires de l'Etat sont conséquences et non causes du déséquilibre économique. Nous pensons, nous autres, que la raison essentielle, primordiale, unique du chômage reste le régime lui-même. C'est l'inégalité sociale savamment entretenue, le système d'exploitation de l'homme par l'homme et du profit coûte que coûte, qui font que le travailleur ne trouve plus aujourd'hui à vivre de son seul capital : sa force de travail. Et nulle grève de solidarité, nulle motion de sympathie, nulle décision de « laisser les usines au travail » ne peuvent pallier les exigences d'un capitalisme qui crève de ses contradictions économiques. En laissant les usines ouvertes, en les faisant tourner à plein rendement, les tenants du moment ne feraient que gonfler plus sûrement les stocks, donc amener un plus fort chômage dans les jours à venir, car le pouvoir d'achat des masses et la concurrence des nations industrialisées sont tels que ces stocks ne peuvent être écoulés, consommés, usés. Dès lors la production de guerre apparaît dans notre monde absurde comme une souppée de sûreté, la guerre comme le seul moyen de liquider les stocks accumulés. Le capitalisme porte en son sein la guerre... parce qu'il lui faut à tout prix détruire sa production invendue — et invendue non parce que le producteur est saturé mais parce qu'il ne peut pas consommer.

La Liberté, non, ce n'est pas le droit de vivre au rabais, ce n'est pas le droit de coller son nez aux vitrines, ce n'est pas la « boquée » donnée par caillères à dessert. Pas davantage le règne de l'argent atténué par le « familial », les « bonnes œuvres », les « primes » et autres « beaux gestes » des paternalistes officiels ou privés.

C'est la conquête que les travailleurs doivent enlever de haute lutte de tous leurs droits politiques et économiques effectifs.

— Droit aux biens de confort : logement, équipement ménager, ressources, loisirs, culture, dignes du XX^e siècle.

— Droit à la gestion politique, du social, de l'économique.

Droit à une vie personnelle et familiale digne et épanouissante dans une société plus juste et plus fraternelle qu'il nous appartient de bâtir, tous ensemble.

Alors que toutes les centrales syndicales officielles sont devenues de puissants moyens d'asservissement, que les quelques syndicalistes semblent chercher leur voie il nous apparaît opportun de citer ces quelques réflexions du Combat Syndicaliste (C.N.T.) :

La Conférence des « Quatre » est terminée. Sans grandeur, comme toutes celles qui l'ont précédée.

Elle n'apporte aucun soulagement à l'angoisse des peuples, inquiète du désordre économique et du sort de la paix.

De cette conférence est sorti tout de même quelque chose, prévisible et attendu par les tenants de l'économie : le regroupement du capitalisme libéral face au bloc russe. Et dans les discussions, une solidarité étroite a uni les « Trois Grands » qui mènent le bal dans ce vieux système d'exploitation.

Le Pacte Atlantique consacrerait cette situation de fait, enlancerait, achèverait un enchaînement complet à une cause qui est surtout celle des hommes d'affaires yankees.

Ce bloc hétérogène, sans âme virile, rassemblant des principes déclarés autant discordants que dissimulés, aura, nous l'espérons, la bénédiction papale et les encouragements de ses commanditaires, tous professeurs de vertus morales. Et la grâce de Dieu atteindra par ricochet les exploités librepenseurs, touchés par cette unité euphorique pour la résignation.

Ainsi la situation devient plus nette. D'un côté, les syndicalistes révolutionnaires attachés à la lutte de classe, partisans de la transformation sociale par les moyens d'action directe, de l'autre tous les traditionnels conformistes.

Face à ce regroupement international, phénomène résultant de la dislocation des entités capitalistes nationales pour une unité supérieure et absolue, se dresse l'Association Internationale des Travailleurs.

Les ouvriers ont à faire un choix : ou les forces d'oppression capitalistes avec leurs agents inconscients dans le mouvement ouvrier, ou un syndicalisme actif au service d'aucun gouvernement, d'aucun parti, qui ne choisit pas parmi les fauteurs de guerre.

Contre le syndicalisme « occidental » ou « kominformiste », notre Internationale reste le seul espoir d'affranchissement du monde du travail. PICART.

CONTRE LA GUERRE EN INDOCHINE

Les dockers algériens viennent de prendre la décision courageuse, qui les honore, de refuser le chargement du matériel de guerre à destination de l'Indochine. (J.O. Débats, 24 juin 1949.)

Humour policier

LE 35^e Congrès de la Fédération Nationale des Syndicats de police de France et d'Outre-Mer (C.G.T.) s'est tenu à Marseille. Voici un condensé de la résolution finale qui — comme chacun pourra s'en rendre compte — ne manque pas d'humour lorsque l'on veut bien se rappeler à quoi sert la police et les manières délicates qu'elle emploie lorsqu'elle se trouve en présence de vrais travailleurs — en cas de grèves par exemple — ou lorsqu'elle disperse les monomes d'étudiants au boulot Mich' et autres Aubergistes gare de l'Est.

Les délégués donc :

« Réaffirment leur indéfectible attachement au régime républicain et aux institutions démocratiques (celles de la matraque) qu'ils ont la ferme volonté de défendre (et comment) et de perfectionner (ça promet). Déclarent qu'aucun relèvement du pays ne peut se concevoir en dehors de la confiance dans le peuple (exemple Clermont-Ferrand), du respect de sa volonté (voir interrogatoires des mineurs) et de la satisfaction de ses aspirations et de ses besoins (re). Sont assurés que la police française peut utilement participer à ce relèvement (Piednoir-Joanovic), sont susceptibles de donner satisfaction aux masses laborieuses (qui aime bien châtie bien)... Appelent les policiers appartenant aux diverses formations syndicales et leurs compagnons non syndiqués à réaliser, à la base, une complète unité d'action (faudra se méfier de cette unité d'action) indispensable à l'aboutissement de leurs revendications, dans une atmosphère de paix (celle des prisons) et de liberté (re). Le Congrès, après avoir constaté le raidissement (comme un bâton de flic) des pouvoirs publics... demande... la réalisation d'une réforme administrative, vraiment démocratique, instituant enfin une police au service de la nation (voir serment d'obéissance à Von Stupelmeier) dans le cadre de la légalité républicaine et de la Constitution (alors plus de bons petits passages à tabac jusqu'à ce que mort s'ensuive ?)...

Il s'affirme résolu, au nom de la police française, à mettre tout en œuvre (les tanks, les mitraillettes et tutti-quant) pour aboutir à la juste solution de ses besoins (attention aux désirs refoulés) et se déclare fermement convaincu qu'il trouvera les plus grandes chances de succès dans le rassemblement des forces syndicales (les syndiqués avec nous !) de la fonction policière (tu parles !) et avec l'appui indéfectible de la grande C.G.T. (ça c'est vrai).

A la place de la C.G.T. je ne serais pas fier de cet indéfectible attachement. Il est vrai que Jaumes et Mouchards sont de la même famille.

CLEO.

LYNX.

A LA S.N.C.F.

Etre libre c'est vouloir la disparition de la hiérarchie

Lorsque tout va mal on essaie de minimiser les causes réelles, et l'on ne parle que de hasard ou de fatalité. On parle de tout sauf de la « hiérarchie ». Or c'est seulement en démontrant et en recherchant la part de domination et de lâcheté de la hiérarchie qu'on finit par comprendre la déchéance des hommes qui s'intitulent « chefs ».

Si la puissance de la hiérarchie à la S.N.C.F. a pu s'élever au point culminant, c'est qu'elle a pu, grâce à l'appui des politiciens du syndicalisme, assurer sa domination à l'exemple des théories hitlériennes et staliniennes. Le goût des jouissances faciles, la destruction de tout idéal et des sentiments élevés devaient faire des cheminots un véritable troupeau facile à diriger.

L'unique pensée d'un chef, d'un hiérarque, est d'asservir les cheminots à ses lois et de faire des travailleurs les instruments de sa domination en les dressant mutuellement les uns contre les autres.

CONTRE LA GUERRE EN INDOCHINE

Les dockers algériens viennent de prendre la décision courageuse, qui les honore, de refuser le chargement du matériel de guerre à destination de l'Indochine. (J.O. Débats, 24 juin 1949.)

M. Lemaire dès son entrée en fonction après la « libération l... » institua sa dictature avec d'abord l'appui de la C.G.T., puis passant dans les bonnes grâces du M.R.P. il se trouve aujourd'hui être un des « meilleurs » militants anarchistes. Il eut en décembre 1947 cette bonne parole à notre égard en disant : « Le jour où il n'y aura que des anarchistes à la S.N.C.F. je n'aurai plus qu'à mettre la clé sous la porte ». Lemaire a mis la clé sous la porte et pourtant la S.N.C.F. n'est pas encore peuplée en majorité d'anarchistes.

Lemaire nourrissait à notre égard une sainte horreur. A Toulouse, il y a quelques mois, il s'écria : « Ils sont ici aussi ceux-là », en voyant nos affiches sur les murs de la gare.

Cette S.N.C.F. compte un nombre incalculable de chefs qui ont dignement suivi le chemin de Lemaire.

En 1947 « Notre Métier » publiait des photos représentant le sous-secrétaire d'Etat communiste Lecœur fraternisant avec Borel, de la Fédération C.G.T. et Guin, chef du 8^e arrondissement de la traction à Avignon, « ce qui prouvait, disait Lecœur, l'union de toute la nation dans la liberté et l'indépendance ». Liberté de crever pour le lampiste, indépendance des chefs leur donnant des pouvoirs absolus.

Nous pourrions parler de M. Porchez, des directeurs des diverses régions, des chefs des divers services. M. Souldard en tête, des chefs d'arrondissement, des

chefs des grands établissements comme Saint-Lazare, Trappes, Austerlitz, Montparnasse, Villeneuve-Saint-Georges, etc., nous n'avons pas de papier à perdre.

Si des camarades auxiliaires sont licenciés, attaqués-vous, camarades, à la seule responsable : la hiérarchie. C'est bien en effet le chef de dépôt, l'inspecteur de section (exploitation) ou le chef de section (voie) qui fournissent aux chefs d'arrondissement des rapports en faveur de la suppression du personnel. C'est bien eux qui tirent un petit bénéfice de la compression des effectifs.

Cheminots, vous le saurez !

Raymond BEAULATON.

AVIS A NOS CORRESPONDANTS

Nous rappelons encore une fois que les communiqués et les manuscrits doivent parvenir, 145, quai de Valmy, le lundi matin, pour pouvoir être publiés.

N.D.L.R.

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES

1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.

Pour changement d'adresse, joindre 20 francs et la dernière bande